

## CIRCULAIRE DU 17 JUIN 1968

(EAG/SRF/C 1245)

Objet : responsabilité des importateurs.

LE CHEF DU SERVICE DE LA REPRESSION  
DES FRAUDES ET DU CONTROLE DE LA QUALITE.

à MM. les Inspecteurs Divisionnaires  
de la Répression des Fraudes,  
Chefs de Services Départementaux d'Inspection  
de la Répression des Fraudes,  
(Direction Départementale de l'Agriculture  
S/C du Préfet)  
Directeurs de Laboratoires agréés  
pour la répression des fraudes.

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur une circulaire du Garde des Sceaux N°67-25, du 27 décembre 1967, adressée à MM. les Premiers présidents et MM. les Procureurs généraux, relative aux suites d'enquête à demander éventuellement dans le pays exportateur lui-même, lors de fraude sur les produits importés.

Cette circulaire rappelle, en préambule, le principe fondamental en la matière : "sous peine d'engager sa responsabilité pénale, et en vertu d'une jurisprudence constante, l'importateur, au même titre que le fabricant, a l'obligation de procéder à toutes les vérifications utiles pour s'assurer que la marchandise d'origine étrangère qu'il met sur le marché ne contrevient pas à la réglementation et aux usages commerciaux français". De la règle ainsi posée, la Chancellerie déduit que l'élément intentionnel, indispensable pour caractériser l'infraction en matière de fraude, sera par là même établi à l'encontre de tout importateur qui ne procéderait à aucune vérification, ou seulement à des vérifications insuffisantes, du produit qu'il met sur le marché français.

Les principes étant ainsi strictement posés, la circulaire précitée prévoit que dans les affaires de fraude "de quelque importance", des vérifications puissent être effectuées dans le pays exportateur lui-même. Dans ce cas, toutefois, les conditions et les limites précisées ci-après devront être observées :

- 1°) Les demandes d'investigation adressées aux autorités étrangères, formulées par voie de commission rogatoire ou par requête du parquet et, selon le cas, dans le cadre de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale ou par voie diplomatique, devraient porter sur les points suivants :

- Vérifier si les produits incriminés en France sont "commercialisés dans leur pays d'origine sous une désignation exacte quant

à leur nature, leurs qualités substantielles, leur composition, leur espèce ou leur origine, etc... et, dans l'affirmative, si ces mêmes produits reçoivent une présentation particulière lorsqu'ils sont destinés à l'exportation;

- Entendre à cet effet le fabricant et l'exportateur;

- Rechercher enfin si dans leur pays, ceux-ci n'ont pas fait l'objet de poursuites pour des faits analogues à ceux reprochés à l'importateur français.

2°) Il appartiendra aux agents de contrôle, dans les limites décrites ci-dessous, de demander, par une note justificative le déclenchement de cette procédure, au moment de la transmission du dossier au Parquet. En tout état de cause, la procédure envisagée par le Garde des Sceaux ne sera sollicitée que lorsque l'importateur fera état de garanties inexactes qui lui auraient été fournies par l'exportateur étranger, soit sur le produit lui-même ou sur l'étiquette, soit sur la facture ou autres documents commerciaux soit sur des documents publicitaires. En aucun cas, cette procédure ne doit entraîner de trop larges retards dans le déroulement de la procédure en France. Enfin, compte tenu de l'importance de la décision entraînant l'ouverture d'une procédure à l'étranger, il me paraît opportun qu'elle ne soit prise qu'après avis des inspecteurs divisionnaires ou principaux chefs de circonscription régionale d'inspection ou chefs de brigades nationales. Dans les cas les plus litigieux, dont l'appréciation incombera aux responsables précités, l'avis de l'administration centrale sera sollicité.

  
J. ROLLER.